ORGANE DU CERCLE LETTRES DE L'U.E.C.T.

Jeunesse Communiste Révolutionnaire
Groupe SPARTAKUS Toulouse

1

SPARTAKUS

DANS UN MONDE BRUTALEMENT DIVISE EN MAITRES ET EN SERVITEURS, IL FAUT ENFIN AVOUER PUBLIQUEMENT UNE ALLIANCE LONGTEMPS CACHEE AVEC LES MAITRES, OU PROCLAMER LE RALLIEMENT AU PARTI DES SERVITEURS. AUCUNE PLACE N'EST LAISSEE A L'IMPARTIALITE DES CLERCS. IL NE RESTE PLUS RIEN QUE DES COMBATS DE PARTISANS. (Paul Nizan)

LES MARXISTES ET LA CRITIQUE LITTERAIRE

-:-

Il y a deux ans, dans un article sur les problèmes étudiants (1), L. Althusser soulignait que la division de classe à l'Université ne se situait pas entre professeurs et étudiants (comme le pensaient alors certains dirigeants de l'U.N.E.F.), mais dans le contenu, dans la nature du savoir enseigné. Depuis Althusser et les étudiants communistes des E.N.S. ont fourni un effort constant pour démêler, dans le savoir transmis, les éléments scientifiques des éléments idéologiques. Mais, s'il est des disciplines où de nombreux et fructueux travaux marxistes permettent dès à présent de démystifier le contenu (histoire - sciences économiques) en revanche, une discipline aussi imprécise que le "Français" est un terrain particulièrement propice aux développements idéologiques.

Or, aujourd'hui, la nouvelle critique littéraire et les balbutiements de la sémiologie ouvrent d'intéressantes perspectives dans ce domaine. Roland Barthes, en particulier, dénonce l'idéologie positiviste qui souvent se dissimule sous les méthodes de la critique universitaire (recherche des "sources" etc,). Selon lui il ya actuellement deux façons possibles, distinctes, et toutes deux légitimes, d'étudier une oeuvre : comme valeur sémiologique ou comme substance idéologique. La grande confusion de la critique viendrait de ce que, par le passé on a toujours confondu les deux méthodes

En ce qui concerne l'étude de la valeur sémiologique, la linguistique structurale et surtout les travaux de Jakobson permettent d'envisager un passionnant approche scientifique de l'oeuvre littéraire. On peut ainsi étudier les perturbations apportées par la création littéraire aux structures habituelles du langage. La fréquence de la métaphore dans l'expression romantique, de la métonymie dans le récit réaliste, le phénomène de la rime apparaissant, dans cette optique, comme autant de "scandales structuraux". Certes, cette recherche est formaliste et ne saurait suffire. Elle permet cependant de démonter le mécanisme linguistique de certaines créations plutôt que de s'extasier sur un "rythme d'une ampleur harmonieuse" ou une "image d'une richesse inépuisable" qui demeurent autant de mystères impénétrables.

---

(1) cf. "Nouvelle Critique" de Janvier 1964

Quant à l'étude de la substance idéologique, elle est plus délicate, et surtout beaucoup moins scientifique. Roland Barthes demande seulement que les critiques expriment ouvertement l'idéologie qui sous-tend inévitablement leur travail en ce domaine - lui-même se réfère au structuralisme, Mauron à la psychanalyse, Goldmann au marxisme. Encore faudrait-il s'arrêter sur le cas de Goldmann. L'analyse marxiste d'une idéologie est la seule qui puisse se présenter comme scientifique parce qu'elle est la seule capable de situer cette idéologie dans une formation sociale, par rapport à une totalité concrète. Seuls les marxistes sont en mesure d'élaborer une véritable "sociologie du roman" et de la littérature. Nous disons bien véritable; car les travaux de Goldmann, en dépit de leurs prétentions scientifiques demeurent nettement idéologiques (2). En effet Goldmann, déformant certains concepts marxistes de base, confond en fait la réalité concrète et le vécu, étend à toute la société son concept -anthropologique - de réification, dilue la lutte des classes dans les "couches sociales", toutes"frustrées" et partant, toutes potentiellement révolutionnaires !

Nous connaissons donc deux pistes parallèles de recherche. Mais entre les deux ? On peut penser que dans l'entre deux subsiste le mystère de la création le terrain de la fameuse tautologie bourgeoise ("Racine, c'est Racine"). Et c'est bien sur ce terrain que certains critiques, parmi les plus prisés, exercent leur toute puissance magique. Thierry Maulnier, par exemple, pour qui "nul n'a su atteindre que Racine à la coïncidence paradoxale de l'élégance régulière de la forme et des passions les plus violentes". Nous sommes ainsi mis en présence de l'écrivain miraculeux dont l'oeuvre est le fruit d'une vertu équilibrante. Dès lors, la critique se limite à une perpétuelle exclamation admirative parée d'un langage somptueux, regorgeant de paradoxes et d'antithèses pour refléter, dans une sorte d'auto-contemplation esthétique, cet équilibre originel et paradoxal qui est le secret de l'art racinien. Devant ce mystère de la création, il suffira au critique de faire une lecture attentive, de souligner ce qui pourrait passer inaperçu, de paraphraser les passages obscurs, de suggérer les rapprochements les plus inattendus, aptes à montrer le caractère inégalable de l'auteur ... en même temps que la "vaste culture" - garantie quantitative - du critique. Proust reprochait à Sainte-Beuve "des mots qui font plaisir aux

---

(2) cf. "M. Goldmann bouleverse la science" dans les cahiers marxistes-léninistes

lèvres"; on ne saurait trop dire combien ces mots sont fréquents dans la critique traditionnelle (dont ils sont parfois le seul intérêt).

Mais cette critique présente de plus graves dangers. Par exemple, lorsqu'elle prétend faire l'histoire de la littérature, elle appelle en fait l'histoire à comparaître devant les génies : "toute une civilisation paraissait l'attendre, tout avait travaillé pour lui", nous dit encore Thierry Maulnier à propos de Racine; l'histoire, la vraie, n'est plus alors qu'un arrière-fond de ténèbres destiné à mettre en valeur le répertoire des "figures lumineuses" qui sont tantôt le couronnement d'une période prospère, tantôt le "rachat" d'une époque troublée, toujours l'Esprit planant sur la société .

De plus, en s'inclinant devant le Mystère ("Racine, c'est Racine"), on fonde une règle d'accès à l'auteur : le respect de ce Mystère. Toute tentative d'analyse sociologique ou psychanalytique de Racine devient alors un attentat à "l'essence de Racine". Et sur le même modèle, on défendra l'essence éternelle du théâtre (qui est, comme chacun sait, psychologiquement ... depuis Euripide) contre les innovations (non conformes à l'Essence) comme celles de Gatti ou de Maïakowski. L'accusation de lèse-essence est un des derniers remparts d'une idéologie menacée.

Aussi convient-il d'abandonner Thierry Maulnier et ses émules à leurs gargarismes verbaux, thérapeutique intellectuelle en voie de fossilisation . Il est temps de mener une recherche patiente dans le domaine de la psychosociologie comme dans celui de la sémiologie : peut-être la confrontation entre ces sciences sera-t-elle un jour possible ; en attendant, le détour est nécessaire pour donner à la critique littéraire un contenu qui ne soit pas purement idéologique.

Cela veut-il dire que "le Français" tel qu'il existe est appelé à éclater et disparaitre le jour où les sciences humaines susceptibles de l'absorber (histoire, psychologie, sociologie, linguistique) auront acquis, en définissant leur objet et leur méthode, un vrai statut scientifique ? Oui, dans une certaine mesure : il n'est pas normal que le "français" demeure une discipline de déformation esthétique et morale. Mais en ce qui concerne l'apprentissage de la langue et son histoire, il gardera une place marginale à définir. Enfin - il n'est pas inutile de le préciser -les marxistes auront, dans les travaux à venir, à reconnaitre les apports de certaines écoles : par exemple la psychanalyse

en psychologie, le structuralisme en linguistique. Ils auront à revanche à limiter chaque méthode à son domaine spécifique (cf. L. Althusser qui critique l'extension à la sociologie des notions linguistiques dd diachronie et synchrwnie) (3).

Quoi qu'il en soit, l'ère du jdanovisme est désormais révolue; la critique marxiste reste, en France du moins, à élaborer.

(3) cf. "Lire le Capital" tome 2, pages 41, 42

LE PLAN FOUCHET

La réforme est définie comme un essai d'adaptation des structures de l'enseignement aux besoins à court terme de l'économie. Il s'agit là d'un plan d'ensemble de réorganisation de l'enseignement, commencé entre 1959 et 1963 (réorganisation de l'enseignement secondaire jusqu'en 3e) et continué entre 1963 et 1966 par la "Réforme Fouchet" qui vise plus particulièrement l'organisation de la fin du secondaire et du supérieur. Il est évident que ce plan n'est que l'une des manifestations de l'offensive de replâtrage du capitalisme français actuel. D'autre part, il serait nécessaire d'analyser en entier un plan de réorganisation de l'éducation nationale pour en montrer la véritable nature de classe, car il vise les jeunes travailleurs autant que les lycéens et les étudiants. Mais nous nous bornerons à faire cette analyse pour le supérieur puisque c'est là qu'elle nous concerne d'abord, tout en n'oubliant pas que nous nous situons dans un cadre plus général d'analyse qui doit concerner toute la classe ouvrière et les couches non monopolistiques.

La Réforme Fouchet correspond chez les couches dirigeantes de la société et pour le pouvoir à la prise de conscience du rôle essentiel de l'étudation dans la croissance économique et réciproquement, dans leurs esprits toujours, à la soumission de la formation à un certain nombre d'impératifs économiques et technologiques de la société capitaliste. Cette éducation se fera en fonction du devenir professionnel que l'on veut réserver aux gens que l'on va former. C'est pourquoi notre critique du plan Fouchet ne peut être une simple critique technique. Les motivations du Plan Fouchet, sont des motivations de classe.

Sous la IV République, au moment de la lutte parlementaire entre différentes tendances de la bourgeoisie, les structures du régime avaient pris un certain retard sur les autres pays capitalistes avancés et sur l'évolution technologique de la propre économie française en période d'expansion.
Le capitalisme français était obligé de faire une reconversion et de la faire vite. L'Etat monopolistique ne peut se contenter des structures de l'universi té libérale, conçue pour former des enseignants et des membres de professions libérales qui de plus en plus forment des cadres pour l'économie.

Fouchet déclarait en novembre 64 :"certaines constatations avaient fait apparaître, à l'évidence, que les structures de l'université ne se trouvaient plus parfaitement adaptées aux conditions de notre temps". L'Etat monopolistique avait à faire face à plusieurs impératifs :

- -formation accélérée des cadres moyens et supérieurs au service de ses intérêts.
- -nécessité de faire face à la vague de natalité d'après-guerre.
- -réviser les structures de formation en fonction des exigences propres d'une économie en expansion.

Ce qui ne veut pas dire que nous refusions tout lien entre l'Université et l'économie, tout lien entre la formation des cadres et l'économie.
Nous ne contesterons pas le plan Fouchet au nom de valeurs bourgeoises de la défense de l'humanisme scientifique, la culture générale...., mais ce que nous ne voulons pas, c'est la soumission directe de la formation aux intérêts des monopoles (Berliet, participation dans les I.U.T), ou la soumission indirecte

.../...

à ces intérêts à court terme à travers l'Etat gaulliste actuel, expression de ces monopoles. La formation professionnelle courte, qui obligera à des recyclages permanents, entre dans le cadre de classe du V plan : ce que l'on appelle une mobilité accrue de la classe ouvrière, c'est à dire, la possibilité de reclassement et de reconversion permanente des ouvriers, mais aussi la possibilité d'une augmentation du chômage dans les années à venir, qui permettra de muscler la hausse des salaires.

Nous devons contester le conditionnement que la société actuelle développe à l'Université envers les futurs cadres d'exécution, conditionnés dans la mesure où ils seront incapables de se situer dans leur propre discipline, inaptes à tout recyclage et condamnés à ne pas pouvoir assimiler l'évolution de leur propre discipline, faute d'avoir acquis autre chose qu'un savoir faire technique (reste à démontrer encore si ce simple savoir faire technique est suffisant pour accomplir son travail rationnellement).

Ce conditionnement se traduira par le fait que les enseignants ne pourront que bourrer la crâne à leurs élèves, transmettre ce qu'on a bien voulu leur transmettre, sans pouvoir non plus se situer dans la portion de savoir où s'exercera leur pratique. Celà procède d'un choix clair et systématique. Tel celui formulé par le Centre de recherches des chefs d'entreprise lors de ses journées d'étude (1962) sur le thème des "Problèmes de la formation pédagogique" (sic) : "le métier d'abord car la technique est immédiatement préhensible pour l'enfant. Plus tard on parlera de culture lorsque, devenu adulte, il en comprendra lui-même la nécessité".

L'offensive du Pouvoir et dans notre cas précis, celle de Fouchet, n'est pas une simple tentative de rationnalisation de l'économie ou de l'institution universitaire (nationalisation toute bâtarde) -

Elle implique une mise en condition des indivudus : on ne peut former des robots humains nécéssaires à la marche de l'entreprise - alors même que la durée de travail permet une vie sociale qui ne soit plus seulement vouée à la reproduction de la force de travail - sans soumettre cette vie sociale a une représsion intense et constante. Car penser et constater ne sont pas loin d'être synonymes pour les dirigeants technocrates ; le Président directeur général de Kodak-Pathé au colloque de Royaumont :"il n'est pas bon de vivre dans un pays où il y a un excédent de personnes hautement qualifiées, car en période de crise, une jeunesse qui a longtemps étudié et qui se trouve sans situation,représente non seulement une perte sèche, étant donné les investissements faits, mais encore, un risque pour l'ordre établi.

Le Plan Fouchet veut donner aux cadres dont a besoin l'économie la qualification technique exigée par les besoins à court terme (encore que ...) tout en accentuant par un conditionnement systématique de la société le fait que le travailleur, quel qu'il soit,n'est plus qu'un rouage de la machine dont il ne peut contrôler ni le fonctionnement ni la production, ni l'orientation ni le but.

C'est à dire qu'en fait notre combat rejoint celui de la classe ouvrière pour le renversement des rapports de production, afin que le travail ne soit plus soumis à la loi du profit. à l'exploitation, capitaliste, ni au conditionnement par le bas.

LE POUVOIR GAULLISTE

On peut caractériser globalement le pouvoir gaulliste comme "le pouvoir renforcé des monopoles". Mais une telle assertion demande analyse, poue un marxiste, analyse des conditions économiques qui ont amené la genèse de l'Etat gaulliste simple cas particulier de l'"Etat fort" qui semble caractériser les tendances politiques du capitalisme contemporain.

I - Rôle des monopoles dans la formation de l'"Etat fort" -

a) Alors que sous la IVe république et surtout sous la IIIe, les monopoles n'étaient qu'une fraction de la bourgeoisie, ils ont à notre époque, par le processus de la concentration capitaliste, tendance à contrôler les secteurs clés de la production. Donc, leur place dans les organismes politique de la IIIe et IVe politique (ils n'étaient qu'une fraction au parlement parmi les représentants de la petite bourgeoisie) n'était pas en rapport avec leur puissance économique : il y a pour eux nécéssité d'un "Etat fort" reflétant leurs seuls intérêts même contre la petite et moyenne bourgeoisie.

b) En outre, étant donnée l'importance du camp socialiste et des forces révolutionnaires dans le monde, la bourgeoisie ne peut permettre qu'une nouvelle crise du type de celle de 1929 avec ses conséquences politiques, se renouvelle, le capitalisme contemporain doit donc s'efforcer de mettre au point des techniques "anti-crises", pour éviter une catastrophe économique et politique le rôle de l'Etat est très important dans la mise en application de ces techniques (cf. déjà le New Deal : grands travaux publics pour relancer l'économie après 1929). De plus, le marché mondial est en regression ou stagne (par l'expension des pays socialistes et du fait qu'il n'y a plus de nouveaux marchés) et les investissements des monopoles sont trop énormes pour permettre d'investir à l'aveuglette ou trop aventureusement car la surproduction, vue la concurrence serait vite là.

Pour toutes ces raisons (techniques anti-crises, regressions du marché mondial, énormes investissements), il y a nécessité d'organisation rationnelle du marché. Ainsi que ce soit au niveau international (Marché commun C.E. C.A.) ou national (les divers "plans" français) des organismes technocratiques (commissariat au plan.....) s'efforcent de rationaliser plus ou moins, le marché dans l'intérêt du grand capital.

Mais la création de ces organismes technocratiques nouveaux nécessite un contrôle puissant de l'Etat et une série de réforme de structure que seul un "Etat fort" peut faire dans l'intérêt des monopoles.

c) De plus l'extention des révolutions coloniales amène la distorsion dans les milieux bourgeois , distorsion entre :

- la petite bourgeoisie coloniale qui ne peut subsister que par l'exploitation directe des colonies dans le cadre du colonialisme classique (c'est la petite bourgeoisie qui a fourni les cadres de l'OAS) Cette petite bourgeoisie pouvait se défendre au sein des structures parlementaires libérales.

- les grands monopoles qui, en accordant une indépendance politique formelle aux colonies, conservent intacte leur emprise économique en s'alliant avec la bourgeoisie nationale (cf. les U.S.A. en Amérique latine, le Pétrole Algérien encore exploité par les français)

Mais les monopoles, pour sauver les intérêts généraux du système capitaliste, sont amenés à combattre la fraction des petites entreprises des petits blancs des colonies, il y a encore pour eux nécéssité d'instaurer un régime fort qui néglige les petits intérêts au profit des leurs (cf - De Gaulle et l'Algérie)

d) De par le développement des forces productrices, il y a un développement du niveau culturel (au sens large) de la classe ouvrière donc un renforcement du mouvement ouvrier. Donc encore nécéssité d'un "Etat Fort" pour enlever à la classe ouvrière le peu de liberté que luilaissait le parlementarisme classique.

Cette tentative d'instauration d'un "Etat fort" se retrouve dans plusieurs pays capitalistes, (essai d'instauration en Belgique en 60-61, en Grèce en 65 mais échec par une réponse violente de la classe ouvrière et paysanne).

En France cet etat fort existe : c'est le Gaullisme.

II - Forme spécifique de la domination Gaulliste -

a) renforcement de l'appareil d'Etat :

L'armée depuis l'arrivée de De Gaulle au pouvoir a reçu des crédits démesurés. On peut distinguer deux tendances dans cette restructuration de l'armée : priorité accordée aux troupes de choc contre révolutionnaires (CRS-Paras) et priorité accordée aux armes nouvelles qui appellent une armée technique "de métier" plus sûre que le contingent. La réforme administrative en cours sous prétexte de décentralisation renforce en fait le pouvoir des préfets agents directs du gouvernement aux dépens des services des divers ministères.

b) le renforcement de la pression idéologique que ce soit au niveau de l'O.R.T.F. de la censure (cf. difficultés des éditeurs qui veulent sortir des ouvrages "érotiques") ou au niveau des vieux mythes bourgeois : la "Nation", l'"intérêt national", la "grandeur de la France", l'offensive va bon train.

c) réformes de structures "néocapitalistes"

C'est la mise au point des techniques "anti-cycliques". Ainsi, le Gaullisme a donné une grosse importance aux organismes technocratiques : "commissariat au plan", service technique de l'armée. Au niveau étudiant, nous pouvons en voir les conséquences : la réforme Fouchet veut adapter le système de formations des cadres techniques, et administratifs aux nécéssités du capitalisme contemporain (cf. article sur le plan Fouchet)

d) tentative d'embrigadement du mouvement ouvrier :

En dehors du fait que le mouvement ouvrier ne peut plus se faire entendre à l'Assemblée nationale ou dans les assemblées locales que le Gaullisme a vidé de tout contenu, il y a tentative d'intégrer le mouvement ouvrier. C'est Bloch l'Ainé qui veut faire participer les ouvriers à la gestion de l'entreprise dans l'"intérêt de tous" (??..) entreprise où le patron conserverait en fait toutes les prérogatives les syndicats ne seraient que de simples courroies de transmission aux services monopoles.

L'aboutissement de cette politique c'est "la politique des revenus" que dernièrement Debré proposait aux syndicats - les syndicats ouvriers ont vigoureusement répondu à cette politique. De plus, le gouvernement interdit les manifestations sous de faux prétextes : géner la circulation etc.. il y a aussi les préavis pour les grèves.

e) De Gaulle a aussi"décolonisé", mais les intérêts économiques français sont bien ancrés que ce soit au Maroc, en Algérie (Pétrole) ou en Afrique noire, pays dirigé par une bourgeoisie nationale (en Algérie problème plus complexe) toute dévouée à la France et à ses entreprises.

Mais pour caractériser le régime gaulliste, la notion d'"Etat fort" n'est pas suffisante il faut aussi parler de régime bonapartiste - Marx avait analysé cette forme gouvernementale dans le "18 brumaire de L. N Bonaparte". Le pouvoir bonapartiste est un pouvoir à la fois personnel et plébiscitaire qui tend à faire apparaître le chef de l'Etat comme un arbitre entre les classes sociales, oeuvrant a u dessus de la lutte de classe, dans l'intérêt de la Nation.
Et la bourgeoisie ne se sentant pas assez forte pour instaurer tout de suite un "Etat fort" ouvertement déclaré a préféré biaiser - De Gaulle est arrivé avec ses allures messianiques. Dès 1958 le régime a pris un aspect plébiscitaire avec la multiplication des référendums et les allocutions nombreuses à la télévision. Il s'adresse au "peuple" par delà les partis qui ne doivent plus jouer aucun rôle. Le Général président tranche en dernière instance tous les conflits qui peuvent exister dans la bourgeoisie ou dans l'Etat.
C'est pourquoi, si globalement le gouvernement gaulliste est l'expression de l'intérêt des monopoles, la politique française est marquée par la forte personnalité du chef de l'Etat. Et De Gaulle peut arriver à dépasser la volonté des monopoles : il s'éloigne trop des U.S.A. alors que les entreprises françaises vuulaient seulement se protéger des capitaux américains, il retire la France du Marché Commun (condition sine qua non de l'expansion des entreprises françaises) et le Centre National du Patronat Français proteste; Mais il ne faut pas se leurer. De Gaulle défend les intérêts de la classe bourgeoise les négociations pour le Marché Commun reprennent. De Gaulle reste le représentant des Monopoles même si sa personnalité lui laisse quelque peu de champ libre.

L'Etat Gaulliste peut donc être caractérisé comme Etat fort à caractère bonapartiste

-:-:-:-:-:-:-

Café SAINT-SERNIN

SNACK-BAR-GLACIER

C A F E T E R I A

★

Place Saint - Sernin

T O U L O U S E

P GAUBON

Diplôme École Nationale d'horlogerie Cluses

15, rue Saint-Rome

TOULOUSE

VENTES

et réparations horlogerie bijouterie Orfèvrerie

Choix de montres Soviétiques